UNIVERSITÉ PARIS-EST

ÉCOLE DOCTORALE VILLE, TRANSPORTS ET TERRITOIRES

Thèse de doctorat

Aménagement de l'espace et Urbanisme

Pauline GABILLET

Les entreprises locales de distribution à Grenoble et Metz

des outils de gouvernement énergétique urbain partiellement appropriés

Thèse dirigée par Sylvy JAGLIN
et co-encadrée par François-Mathieu POUPEAU

Soutenance le 21 septembre 2015

Composition du jury :

Cyria EMELIANOFF, Professeure de l'Université du Maine, ESO Le Mans (rapporteur)

Alain FAURE, Directeur de recherche au CNRS, PACTE (rapporteur)

Sylvy JAGLIN, Professeure de l'Université Paris-Est, LATTS (directrice)

Dominique LORRAIN, Directeur de recherche émérite au CNRS, LATTS

Jochen MONSTADT, Professeur, Technische Universität Darmstadt

François-Mathieu POUPEAU, Chargé de recherche au CNRS, LATTS (co-encadrant)

Livier VENNIN, Délégué Mission Grand Paris, EDF

Résumé

L'action publique comme la recherche développent un intérêt croissant pour les relations entre ville et énergie. Cette thèse porte sur la manière dont les opérateurs énergétiques de réseaux participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques énergétiques locales et sur la capacité des acteurs politiques urbains à les piloter en ce sens.

La question est abordée à partir d'acteurs alternatifs de la distribution d'énergie en France, les entreprises locales de distribution (ELD). Celles-ci assurent depuis plus de cent ans la distribution et la fourniture d'électricité et parfois de gaz et de chaleur dans les territoires de communes qui les possèdent. Elles apparaissent aujourd'hui comme des leviers d'action innovants à la disposition des villes pour développer des politiques énergétiques urbaines. Centrée sur les opérateurs urbains, la thèse examine les situations de GEG à Grenoble et d'UEM à Metz.

Malgré leur implantation locale, les ELD accordent depuis quelques années seulement une place importante à l'échelle urbaine dans leurs stratégies d'entreprises. L'organisation sectorielle et centralisée du service public de l'électricité a pendant longtemps happé les ELD, freinant l'émergence d'une approche spécifique de leurs territoires de concession. Les recompositions du modèle économique qu'impose la libéralisation amènent toutefois les ELD à rechercher de nouveaux relais de croissance. Se saisissant d'opportunités liées à la mise à l'agenda de politiques énergie-climat, elles font preuve d'une forte adaptabilité et élaborent de nouvelles stratégies valorisant davantage leur ancrage urbain. Longtemps dominées par des logiques sectorielles d'ordre national, les entreprises locales participent ainsi de plus en plus au développement d'actions énergétiques urbaines.

Cet ancrage urbain ne fait pas pour autant des ELD des outils de gouvernement d'une politique énergétique urbaine, qui supposerait une capacité d'initiative et de pilotage des acteurs politiques municipaux en fonction d'objectifs propres. Par l'analyse des exemples de Grenoble et Metz, nous montrons que la construction de l'énergie comme enjeu politique local est à la fois progressive et hétérogène, remettant en cause une approche jusque-là essentiellement économique et industrielle du pilotage des ELD. La politisation en cours se heurte cependant à une expertise limitée des communes sur l'énergie, qui ne parviennent que très imparfaitement à intégrer leurs préoccupations énergético-climatiques dans le pilotage stratégique de leurs entreprises locales. Les changements sont en revanche beaucoup plus importants sur le plan opérationnel, dans des projets qui impliquent des relations partenariales autour d'enjeux énergétiques : plans climat-énergie territoriaux, réponses à appels d'offres nationaux et européens, coordination des réseaux de distribution…

L'analyse du modèle énergétique territorial alternatif des ELD proposée dans la thèse montre que le statut local des opérateurs ne suffit pas au développement d'un gouvernement énergétique urbain, lequel procède aussi de la politisation des questions énergétiques et de la construction d'une expertise adaptée au sein des systèmes politico-administratifs urbains.

Mots-clés : politiques énergétiques urbaines, entreprises locales de distribution, sociétés d'économie mixte locales, gouvernement urbain